

Démag...orgie

L'Express - Edito - 04/05/15

A qui profite le crime ? Les Assises nationales de la réconciliation nationale sont-elles plus importantes que la Constitution pour dicter des décisions à prendre au Président dont la dissolution de toutes les institutions ? Que vaut une assemblée dont la représentativité des participants n'a jamais été établie puisqu'il suffisait de s'acquitter d'un droit de 200 000 Ariary pour pouvoir y siéger ? À ce petit jeu, Ratsiraka et Ravalomanana ont fait le plein, raflant tous les « tickets » disponibles pour ratifier ce que le FFKM mijotait dès le départ avec visiblement la bénédiction du Président. Entre le discours d'ouverture de ce dernier qui limitait le champ d'action de ces assises et la nature des résolutions dont il a accepté de donner une force exécutoire, on est tenté de croire qu'il s'agit d'un scénario du festival du film court. Si on savait que la réconciliation nationale aboutirait à ce genre de mascarade, on ne lui aurait accordé le moindre crédit. Quand le FFKM avait repris le processus en avril 2013 et que Ratsiraka était l'un des plus fervents supporters, on avait soupçonné quelque chose. Et quand on voit toutes les résolutions, cela sentait l'Amiral à mille lieues. D'ailleurs, les résolutions ne touchent aucun mot à l'endroit des anciens chefs d'État dont on connaît les crimes commis contre la nation. On croyait que la réconciliation était fonction de l'éclatement de la vérité, toute la vérité. Ratsiraka comme Ravalomanana ont un lourd dossier à ce propos. Si le second a eu l'intelligence de demander pardon, même si on sait que ce n'était pas du fond du cœur, le premier a préféré se montrer totalement innocent aux mains propres.

Pire, l'Amiral a volé la vedette au Président se permettant le luxe de tenir un discours tel qu'on avait l'impression qu'il n'est pas un ex que l'histoire a déjà rangé parmi les bibelots de la salle de musée de la République. L'Amiral croyait peut-être qu'il était à la tribune des Nations-unies, de l'Union africaine ou des pays Non-Alignés où ses discours sont restés références moins en pertinence qu'en longueur et en étalage de connaissances. À preuve, personne n'en a tenu compte.

Ratsiraka y est allé dans ses promesses de solutions aux divers problèmes du pays que l'assistance, tout acquis à sa cause, a accueilli dans un tonnerre d'applaudissements. Que peut-il encore promettre et surtout réaliser à 78 ans alors qu'en un quart de siècle de pouvoir, il n'a fait que détruire et mis à sac le pays. Les deux mandats de Ratsiraka avaient été un chapelet de promesses qui n'ont jamais été tenues. Sa révolution où il avait promis le paradis socialiste où régnaient justice et équité s'est transformé en enfer éternel dans lequel les Malgaches sont condamnés à des travaux forcés à perpétuité. L'autosuffisance alimentaire promise pour être atteinte en 1990 n'était qu'un mirage et un leurre. À la place il y avait une grosse pénurie sans précédent en produits de première nécessité en particulier le riz dont le prix était déjà hors de portée de la plupart des Malgaches dans les années 80-90.

L'industrialisation à travers l'investissement à outrance a tourné à une disparition du tissu industriel national à cause de l'acharnement sur le secteur privé. La santé pour tous et l'éducation pour tous ne seront jamais une réalité. Les conséquences des années Ratsiraka dans l'éducation et la santé restent encore vivaces actuellement. À son retour au pouvoir en 1997, à l'issue d'une élection anticipée suite à l'empêchement de son bourreau et ancien collègue du gouvernement Ramanantsoa, Albert Zafy devenu son meilleur ami, Ratsiraka avait encore osé promettre une République humaniste et écologique qui n'en sera jamais une.

À Ivato Ratsiraka a promis de trouver des solutions aux problèmes des Malgaches dans un très court terme, de finir « sa » route de la concorde qu'il n'a jamais commencée, de trouver des centaines de milliers d'emploi pour les jeunes.

L'avenir du pays peut-il se construire avec des personnalités au lourd passé ? Au lieu de plaider coupable et de se faire petit, elles ont joué le beau rôle et se sont permises de donner des leçons dans ces assises nationales où elles devraient être assises justement au banc des accusés.

Reste à savoir la suite que le Président voudrait bien donner à ces résolutions. Déjà, il se met à dos son propre gouvernement, l'Assemblée nationale et partant les électeurs et peut-être les bailleurs de fonds, et bien sûr les pro-Rajoelina poignardés dans le dos avec « l'amnistie » accordée à Ravalomanana et certainement bientôt la réouverture de Tiko. Mais on le sentait venir. Quand l'État et l'Église consentent une relation incestueuse, un concubinage public, il est inévitable qu'ils enfantent des résolutions à fort relent de démag...orgie qui mettent l'État sens dessus dessous.

